



Unité-Progrès-Justice

BURKINA FASO

Unité Progrès Justice

**ARRETE N°2017-...../MAAH/MINEFID portant
barème d'indemnisation ou compensation des
productions agricoles affectées lors des
opérations d'expropriation pour cause d'utilité
publique.**

**LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DES AMENAGEMENTS HYDRAULIQUES
ET**

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

- VU** la Constitution ;
- VU** le décret n° 2016-001/PRES du 06 janvier 2016 portant nomination du Premier Ministre ;
- VU** le décret n°2017-075/PRES/PM du 12 janvier 2017 portant remaniement du Gouvernement ; ;
- VU** la loi n°....-2017/AN portant expropriation pour cause d'utilité publique et indemnisation des personnes affectées par les aménagements et projets d'utilité publique ou d'intérêt général au Burkina Faso ;
- VU** le décret n° 2006-362/PRES/PM/MEDEV/MATD/MFB/MAHRH/MID/MECV du 20 juillet 2006 portant adoption de la politique nationale d'aménagement du territoire ;
- VU** le décret n°2017-0148/PRES/PM/SGG-CM du 23 mars 2017 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- VU** le décret n°2016-027/PRES/PM/SGG-CM du 23 février 2016 portant organisation-type des départements ministériels ;
- VU** le décret n°2016-381/ PRES/PM/MINEFID du 20 mai 2016 portant organisation du Ministère de l'économie, des finances et du développement ;
- VU** la loi n°034-2012/AN du 02 juillet 2012 portant Réorganisation Agraire et

Foncière au Burkina Faso ;

VU le décret N°2017-.../PRES/PM/MINEFID/MATD/MAAH/MEA/MUH/MEEVCC
duportant conditions et modalités de réalisation de l'enquête
d'utilité publique et de l'enquête parcellaire.

ARRETENT

Chapitre I : Dispositions générales

Article 1 : En application des articles 5 et 41 de loi N°... -2017/AN du-----portant expropriation pour cause d'utilité publique et indemnisation des personnes affectées par les aménagements et projets d'utilité publique ou d'intérêt général au Burkina Faso, l'indemnisation ou la compensation des productions agricoles profite uniquement aux titulaires de droits d'usage sur les terres exploitées.

Article 2 : Le présent arrêté détermine les formules de calcul des indemnités ou compensations des productions agricoles affectées lors des opérations d'expropriation pour cause d'utilité publique au Burkina Faso.

Article 3 : L'indemnisation ou la compensation est soit financière, soit en nature ou les deux à la fois.

Chapitre II : Indemnisation ou compensation des productions agricoles

Article 4 : L'indemnisation des productions agricoles prend en compte le rendement moyen régional annuel à l'hectare de la spéculation, le nombre de récoltes annuelles, le coût unitaire moyen national annuel du marché de la spéculation.

Article 5 : Le Rendement moyen régional annuel à l'hectare pour la spéculation (RMRAS) est la moyenne de la production à l'hectare de la région. Les données sont fournies par les services techniques du ministère en charge de l'agriculture.

Le nombre de récoltes annuelles (NRA) est déterminé par les services techniques du ministère en charge de l'agriculture.

Le coût unitaire moyen national annuel du marché de la spéculation (CMNAS) est déterminé par les services techniques du ministère en charge de l'agriculture.

Le Coût moyen de la spéculation (CMS) est la moyenne des prix de la spéculation sur le marché. Il est déterminé par les services techniques du ministère en charge de l'agriculture.

Les coûts moyens nationaux des spéculations sont produits et actualisés mensuellement par les services techniques du ministère en charge de l'agriculture.

Article 6 : Pour les spéculations céréalières, l'indemnisation ou la compensation se base sur le rendement à l'hectare, le prix de vente au kilogramme de la spéculation et la superficie totale exploitée par la personne affectée par le projet.

La base de calcul de l'indemnité ou la compensation prend en compte le coût moyen national de chaque spéculation et la moyenne des rendements de celle-ci dans la région où est situé le projet.

La perte probable de revenu est corrigée par un coefficient de pondération de 25% appliqué sur le rendement moyen régional.

La compensation pour perte de production agricole est assortie d'un coefficient d'adaptation fixé à 5, maximum. Ce coefficient d'adaptation correspond à une période de cinq (5) ans pendant laquelle la PAP peut retrouver son niveau optimal de production.

Lorsque la PAP doit recevoir une terre aménagée, le coefficient d'adaptation est fonction de la durée de l'aménagement sans excéder cinq (5) ans.

Le paiement de l'indemnité pour perte de production agricole est échelonné sur cinq (5) ans. Lorsque la PAP doit recevoir une terre aménagée, le paiement de l'indemnité est échelonné sur la période de l'aménagement sans excéder cinq (5) ans.

Les critères et base de calcul de l'indemnité pour perte de production agricole (sauf le coton) se présentent comme suit :

N°	Matières	Critères des indemnités financières	Base de calcul indemnité financière (IF)	Base de calcul des compensations en nature
1	Production agricole (sauf le coton)	<u>Compensation en espèce</u> ✓ Superficie impactée : hectare (ha) ✓ Rendement moyen régional annuel de la spéculation à	$IF = (Nha \times (RMRAS \times 1.25) \times NRA \times CMNAS) \times 5$	<u>Compensation en nature</u> ✓ Superficie impactée : hectare (ha) ✓ Rendement moyen régional annuel par

		l'hectare : RMRAS ✓ Coefficient de correction pour tenir compte des variations de productions selon les zones agro-climatiques : 25% ; ✓ Coût unitaire moyen national annuel du marché de la spéculation : CMNAS		ha pour la spéculation : RMRAS ✓ Coefficient de correction : 1,25 ; ✓ Coefficient 3 pour baisse de production pour cause de nouveau terrain : ✓ Nombre de récoltes annuelles : NRA
--	--	--	--	---

Article 7 : Lorsqu'il y a plusieurs spéculations sur la parcelle, il sera utilisé pour la détermination du CMNAS, le prix de la spéculation la plus rentable financièrement parmi les trois (3) principales spéculations en termes de superficie.

Article 8 : L'indemnisation ou la compensation du coton tient compte du prix de vente de l'année fixé par la SOFITEX.

Si ce prix n'est pas encore déterminé, le prix de référence est le meilleur prix du premier choix connu des trois dernières années.

La compensation pour perte de production agricole est assortie d'un coefficient d'adaptation fixé à 3, maximum pour le coton. Ce coefficient d'adaptation correspond à une période de trois (3) ans pendant laquelle la PAP peut retrouver son niveau optimal de production.

Les critères et base de calcul de l'indemnité pour perte de production du coton se présentent comme suit :

N°	Matières	Critères des indemnisations financière	Base de calcul indemnisation financière (IF)	Base de calcul des compensations en nature (CN)
1	Coton	<u>Compensation en espèce</u> ✓ Superficie impactée : hectare (ha) ✓ Rendement moyen régional annuel de la spéculation à l'hectare : RMRAS ; ✓ Coefficient de correction pour tenir compte des variations de productions selon les zones agro-climatiques : 25% ; ✓ Coût de la SOFITEX.	$IF = (Nha \times (RMRAS \times 1.25) \times \text{prix SOFITEX}) \times 3$	<u>Compensation en nature</u> Néant

Article 9 : L'indemnisation ou la compensation des cultures maraichères se fait en espèces. Elle intègre le rendement à l'hectare et le coût moyen de la spéculation.

La compensation pour perte de production liée aux cultures maraichères est assortie d'un coefficient d'adaptation fixé à 5, maximum. Ce coefficient d'adaptation correspond à une période de cinq (5) ans pendant laquelle la PAP peut retrouver son niveau optimal de production.

Article 10 : Les informations sur le rendement moyen de la spéculation à l'hectare et le coût moyen sont données par les services techniques du Ministère en charge de l'agriculture de la localité.

Les critères et base de calcul de l'indemnité de perte de production agricole liée aux cultures maraichères se présentent comme suit :

N°	Matières	Critères des indemnisations financière	Base de calcul indemnisation financière (IF)	Base de calcul des compensations en nature (CN)
1	Cultures maraichères	<p><u>Compensation en espèce</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Superficie impactée : (ha) ✓ Rendement moyen régional annuel de la spéculation à l'hectare : RMRAS ; ✓ Coefficient de correction pour tenir compte des variations de productions selon les zones agro-climatiques : 10% ; ✓ Coût unitaire moyen annuel du marché de la spéculation dans la localité : CMAS 	$IF = (Nha \times (RMRAS \times 1,1) \times NRA \times CMAS) \times 5$	<p><u>Compensation en Nature</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Néant

Chapitre III : Disposition finale

Article 11: Le Secrétaire Général du Ministère de l'agriculture et des aménagements hydrauliques et le Secrétaire Général du Ministère de l'économie, des finances et du développement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel du Faso.

Ouagadougou, le

Le Ministre de l'économie, des finances
et du développement

Le Ministre de l'agriculture et
des aménagements hydrauliques

Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI
Officier de l'Ordre National

Jacob OUEDRAOGO
Officier de l'Ordre National